

Bureau national de l'U.N.E.F. avec le Bureau national du S.N.E.S.U.P. Cette doit s'accompagner à Paris d'une manifestation qui a été interdite par le préfet de police. Mais les associations générales d'étudiants, ainsi que les assemblées de sections syndicales de professeurs délibèrent encore... »

Et l'*Huma* d'énumérer complaisamment les endroits où la grève n'aura pas lieu.

Le mercredi 7 mai le tournant s'opère. Titre de première page : « Le responsable, c'est le gouvernement ! ». On met maintenant l'accent sur la violence de la répression, mais les événements du Quartier Latin sont présentés du point de vue de Sirius. Les violentes bagarres du lundi soir sont décrites par l'*Humanité* comme un affrontement entre groupes de choc gauchistes et policiers :

« Les gardes mobiles chargent. Les manifestants, où on compte surtout maintenant les « troupes de choc » des groupuscules gauchistes, refluent vers la rue Saint-Jacques où ils dressent une barricade... En tout plusieurs milliers d'étudiants dont la grande majorité crie des slogans contre la brutalité de la police... Ce sont plus de dix mille manifestants qui débouchent de la rue de Rennes... Des groupes gauchistes se sont armés de barres de fer dans un chantier, où ils se sont également emparés des casques en plastique. »

Bref, c'est une chronique du Moyen Âge où un « observateur » impartial décrit la bataille des groupuscules contre les gendarmes. On remarquera que même pour l'*Humanité* il y eut dans la seule rue de Rennes plus de dix mille étudiants pour se battre. Les quelques centaines de gauchistes dont parlait Marchais avaient fait des petits.

L'U.D.-C.G.T. de Paris, à son tour, dénonce d'abord le gouvernement mais condamne l'agitation qui est à l'origine de la répression :

« Face au mécontentement grandissant des étudiants, et pour poursuivre et aggraver cette orientation, le pouvoir se sert des agissements irresponsables et aventuristes de certains groupes gauchistes. Il tolère l'activité d'éléments fascistes d'Occident ».

La lecture de l'*Humanité* dans les jours suivants est assez laborieuse : on y décèle le souci de faire apparaître des responsables communistes au milieu des manifestants et la crainte de voir le Parti s'engager dans une affaire qu'il est incapable de contrôler. Le 9 mai, on annonce la présence de dirigeants subalternes :

« L'U.E.C. avait appelé à la manifestation où elle était représentée par Jean-Claude Dufour, secrétaire général adjoint... Dans le cortège, on remarque un groupe de dirigeants de la Fédération de Paris de notre Parti, dont notre camarade Malberg, et d'élus communistes, etc. »

C'est le faire-part habituel réservé d'ordinaire aux hôtes des tribunes de meeting ou réceptions d'ambassades.

Pour l'immense cortège de près de cinquante mille manifestants qui sillonna Paris du Quartier Latin à l'Etoile, l'*Humanité* accorde une place assez restreinte et ne parle que de vingt mille manifestants (chiffre plus proche de celui de la Préfecture de police que de la vérité). Il était difficile d'avouer que les groupuscules avaient pu réunir pour une action dont on ne savait à l'avance si elle ne serait pas violente, la moitié de ce que la C.G.T. et le P.C.F. avaient fait défiler le 1^{er} mai à Paris de façon éminemment pacifique.

Le samedi 11 mai fut largement diffusée une édition spéciale de l'*Huma* sur la nuit des barricades « Halte à la répres-

sion ! », clame la première page. « Le pouvoir répond à la colère de l'Université par la répression sangante ». L'immense meeting de la place Denfert-Rochereau semble patronné par le P.C. :

« Dans les cortèges qui convergeaient vers la place Denfert-Rochereau, on reconnaissait, entre autres : Jean-Michel Catala, secrétaire général de l'U.E.C. ; Robert Clément, secrétaire de l'U.J.C. ; Nicole Menier, secrétaire générale de l'U.J.F.F. (1), de nombreux élus communistes parmi lesquels Guy Ducoloné, etc., etc. Puis les orateurs s'étaient succédés. On avait notamment applaudi notre camarade Maurice Goldring, professeur, dirigeant de la Fédération Communiste de Paris... etc. »

Le déroulement des événements qui devaient mener aux barricades et à l'assaut policier est conté avec une pudeur et un détachement rares :

« Plusieurs milliers de manifestants sont encore bloqués boulevard Saint-Michel quand à l'initiative de certains groupes (2) sont érigées les premières barricades. »

Puis on nous fait assister à l'éclosion spontanée de dizaines de barricades. L'*Huma* constate, mais cette fois ne proteste pas, la charge des flics est détaillée ; cependant, jamais on ne relate que la police a incendié des barricades. « Le feu jaillit », nous dit l'*Humanité*, ou encore : « Une barricade est en feu », « près de la place Edmond-Rostand une barricade est inflammée... » Par qui ? On ne sait pas. L'incendie des barricades est aussi mystérieux que leur apparition. L'*Huma* relate « impartialement » et proteste contre la violence policière. A lire ces paragraphes désincarnés, on pourrait même se demander si le P.C. n'a pas aussi participé à la nuit des barricades (3). Heureusement,

« ... C'est alors que les dirigeants de l'U.N.E.F. et du S.N.E.S.U.P. décidaient d'occuper le Quartier Latin selon des modalités qui ne parurent pas toujours très claires. Alors que plusieurs milliers étaient encore bloqués dans le boulevard Saint-Michel, certains se mettaient à arracher des panneaux, à dégager des pavés pour la « riposte ». De très nombreux étudiants parvenant ensuite à leur hauteur et, découvrant ce spectacle, devaient les désavouer. »

Avec la grève générale de vingt-quatre heures et l'immense défilé de la République à Denfert-Rochereau, le P.C. essayait, et dans une certaine mesure parvenait, à faire oublier quelle avait été son attitude dans les journées où le caractère révolutionnaire d'une organisation se mesurait à son aptitude à tenir la rue malgré la police.

Pour en finir avec ce rappel indispensable, nous voudrions chaudement recommander aux collectionneurs la première page de l'*Humanité* du jeudi 16 mai : les étudiants viennent de quitter les barricades et occupent les Facultés, les ouvriers de Sud-Aviation occupent l'usine et séquestrent la direction, dans quelques heures Renault va hisser le drapeau rouge mais l'événement à la une ce sont les cent mille signatures pour l'abrogation des ordonnances frappant la Sécurité sociale remises à l'Assemblée Nationale ; le paquet de pétitions est brandi par un cégétiste de Montreuil dont le visage épanoui est la réponse du P.C.F. et de la C.G.T. à ceux qui demandent de nouvelles formes de lutte contre le pouvoir.

Cet enseignement ne semble pas avoir été bien compris puisque le plus fantastique mouvement de grèves avec occupation d'usines que la France ait connu depuis 1936 devait déferler dès le lendemain. « If you cannot stop it, take

it ! » (si vous n'arrivez pas à l'arrêter, sautez dedans !) dit une certaine sagesse anglosaxonne à laquelle se sont ralliés les bureaucrates. Etant donné la faible audience du P.C. chez les étudiants, le retournement de veste n'a pu suffire à lui assurer une audience accrue, mais dans la classe ouvrière ses antennes sont nombreuses et là où la base l'exigeait les sections syndicales ont su rapidement se mettre à la tête du mouvement d'occupation des lieux de travail pour ne pas être débordées. Pour essayer de dissiper l'épouvantable effet de l'article de Marchais (critiqué même par des cadres orthodoxes), il fallait trouver un intellectuel jouissant d'un certain prestige chez les étudiants. Aragon s'étant copieusement fait siffler sur le bouliMich et ayant publiquement décliné toute responsabilité pour tout ce qui était imprimé en dehors des « Lettres Françaises » dont « il dispose », on fit donner Roger Garaudy. Son rôle était de gommer au moyen de phrases lénifiantes et de propos ouverts les articles outranciers de la période précédente. Comme il sut réconcilier le P.C. avec Kalfka, Saint John Perse et quelques prêtres, on lui confia la lourde tâche de démanteler la barricade séparant les étudiants du P.C.F. Il s'y employa avec son talent habituel :

« Les jeunes gens qui ont aujourd'hui 20 ans ont l'âge de la fission de l'atome et de la cybernétique. Du point de vue social, leurs pères étaient contemporains de la Révolution d'Octobre, eux émergèrent à la vie consciente au lendemain du XX^e Congrès et des problèmes nouveaux qu'il posait. Ils ont aussi l'âge des grands mouvements de libération nationale et des révolutions d'Asie et d'Amérique latine... De là naissent, en bourrasques, les grandes interrogations et les grandes révoltes, les mises en cause fondamentales de leurs raisons d'être. Disons sans réticence que cette brusque mutation est de signe positif. Nous, qui avons la fierté d'appartenir à un parti révolutionnaire, loin de nous transformer en pleureuses de l'histoire, nous accueillons avec joie cette levée humaine. Pourquoi ? Parce qu'elle rejoint le grand combat révolutionnaire de la classe ouvrière et de son Parti Communiste : la lutte actuelle des étudiants n'a pas un caractère sectoriel... Que le mouvement des étudiants soit perturbé par des tentatives de surenchères et d'aventures, par des provocations qui le divisent, l'affaiblissent et facilitent la répression, cela nous invite à la vigilance mais ne doit en aucun cas estomper le lien interne et profond de ce mouvement avec le mouvement ouvrier... » (*Huma* du 15 mai.)

Ah ! Si le gouvernement avait immédiatement tenu le langage de Pompidou, se sont exclamés tous les partisans de l'ordre, il n'y aurait pas eu la nuit des barricades : « Et si nous avions dit le 3 mai ce que Garaudy exprime le 15, nous aurions perdu moins de plumes dans cette affaire ! ». Peut-être, mais le propre d'un parti mal déstalinisé est justement de ne pas tirer de leçons de ses expériences amères. Pour la première fois, le P.C.F. se sent débordé sur sa gauche. Ses premières réactions furent classiques et calquées sur celles des patrons ou des policiers face à un désordre : invoquer la main surnoise des provocateurs.

Les difficultés du P.C.F. avec les étudiants n'étaient qu'un moindre mal en comparaison de ce qui l'attendait de la part des ouvriers. Ici nous ne ferons plus une analyse de textes dont la plupart sont encore dans toutes les mémoires, mais nous tracerons les grandes lignes de la politique du P.C.F. dans la